

TENDANCES INTERNATIONALES - La croissance s'essouffle progressivement dans la majorité des grandes zones économiques ... et les risques à la baisse se renforcent

Selon les dernières estimations du FMI de janvier 2019, **la croissance mondiale**, après avoir profité en 2017 d'une expansion généralisée, **a commencé à s'essouffler à partir du printemps 2018 dans la plupart des grandes zones économiques pour s'établir légèrement en baisse sur l'ensemble de l'année (+3,7%)**.

En prévision pour 2019, les économies avancées ralentiraient plus sensiblement, et particulièrement la zone euro (Brexit, moteur allemand en panne, récession en Italie, ...). Pour les économies émergentes, les trajectoires seraient plus variables mais le bloc dans son ensemble serait impacté par le ralentissement de l'activité chinoise (modération de la demande adressée à la Chine, moindre consommation consécutive de matières premières importées, tensions commerciales, ...).

L'affaiblissement du canal des échanges internationaux serait toutefois en partie compensé par des mesures budgétaires de soutien à la demande intérieure (consommation des ménages et/ou investissement) largement mises en place aussi bien dans les économies avancées qu'émergentes.

Face à ce climat conjoncturel plus incertain, les principales banques centrales adoptent de nouveau un discours plus accommodant afin de ne pas contraindre la diffusion du crédit : la FED ne remontra plus son taux directeur en 2019 et un repli de ce dernier n'est d'ailleurs plus à exclure à l'horizon 2020, tandis que la BCE a confirmé la prolongation de sa politique de taux bas sur 2019. Cette pause dans la normalisation des politiques monétaires renvoie cependant à la question du risque d'accroissement des facteurs de vulnérabilité financière alors que la dette mondiale, privée et publique, a déjà fortement augmenté sur la décennie écoulée.

↳ Ralentissement de la dynamique des échanges mondiaux

Au fil des trimestres de 2018, le rythme de croissance des volumes de marchandises échangées s'est réduit très sensiblement de +5,2% en évolution annuelle au 4^{ème} trimestre 2017 à +3,1% au 3^{ème} trimestre 2018. Cette modération illustre le ralentissement de l'économie mondiale mais aussi les tensions commerciales qui se sont exacerbées l'année passée.

↳ Matières premières : volatiles sur les 6 derniers mois

Sur un an à fin mars 2019, **l'indice d'ensemble des matières premières (CRB commodity index) enregistre une baisse de 4% qui cache toutefois une bien plus grande volatilité, particulièrement sur les six derniers mois**. Entre début octobre et fin décembre 2018, l'indice s'est en effet replié de 14% sous l'effet notamment d'un fort recul des cours du pétrole, avant de rebondir de +8% sur les 3 premiers mois de 2019.

Le cours du pétrole, après s'être effondré de 40% entre octobre et décembre 2018 (86 à 51\$ le baril de Brent) dans un climat de doute sur la croissance mondiale et d'offre excédentaire, **s'est depuis redressé de 33% (68\$ à fin mars) consécutivement à l'accord passé entre l'OPEP et la Russie pour réduire la production mondiale**.

La plupart des métaux industriels se sont inscrits en baisse sur l'année écoulée (sur un an à fin mars : plomb -16%, aluminium -7%, zinc -11%, nickel -2%, ...) en réponse à l'inquiétude relative à la dynamique de l'activité chinoise (la Chine consomme environ la moitié de l'offre mondiale des principaux métaux). Depuis le début de l'année, sous l'effet d'un certain apaisement des tensions commerciales et des signes de résilience de l'économie chinoise, les cours se sont, à l'inverse, redressés (nickel +20%, zinc +16%, étain et cuivre +10%, aluminium +1%).

Pour les produits agricoles, les tendances sont toujours très variables à court terme (marchés à forte volatilité) et selon les marchés. Toutefois, depuis le début de l'année 2019, comme sur les périodes antérieures, la tendance demeure globalement baissière. Depuis le 1^{er} janvier 2019 : blé (-10%), maïs (-4%), avoine (-3%), soja (-2%), café (-5%), sucre (-3%), riz (+8%), coton (+8%), bois (+13%), ...

Croissance du PIB et prévisions (en %)

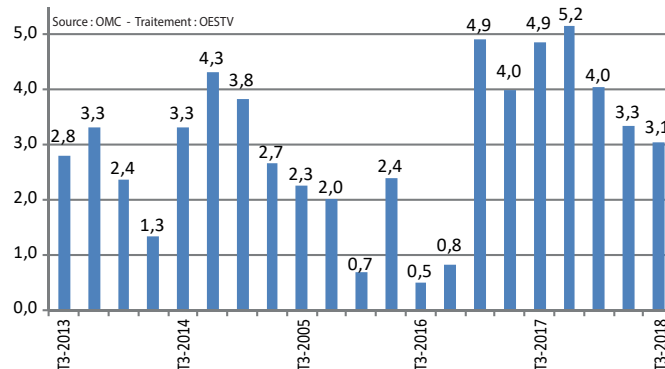
(source : FMI - janvier 2019)

	2016	2017	2018(e)	2019(p)
ZONE EURO	+1,9	+2,4	+1,8	+1,6
France	+1,1	+2,3	+1,5	+1,5
Allemagne	+2,2	+2,5	+1,5	+1,3
Espagne	+3,2	+3,0	+2,5	+2,2
Italie	+0,8	+1,6	+1,0	+0,6
Royaume-Uni	+1,8	+1,8	+1,4	+1,5
États-Unis	+1,6	+2,2	+2,9	+2,5
Japon	+1,0	+1,9	+0,9	+1,1
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,7	+2,4	+2,3	+2,0
Chine	+6,7	+6,9	+6,6	+6,2
Inde	+7,1	+6,7	+7,3	+7,5
Brésil	-3,5	+1,1	+1,3	+2,5
Russie	-0,2	+1,5	+1,7	+1,6
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,4	+4,7	+4,6	+4,5
MONDE	+3,3	+3,8	+3,7	+3,5

(e) & (p) = estimation & projections

Échanges mondiaux de marchandises

(moy. export/import - évolution annuelle des volumes échangés en %)



Indice d'ensemble des matières premières

(CRB Commodity Index hebdomadaire - au 29 mars 2019)



Zone euro - De plus en plus de doutes sur la vigueur de la croissance face à la multiplication des incertitudes

Après une année 2017 très dynamique (PIB à +2,4%), le tournant de l'année 2018 a rapidement marqué une rupture avec la tendance passée avec des trajectoires de croissance désormais désynchronisées entre les principales économies de la zone, avant que le second semestre ne vienne confirmer encore plus clairement la dégradation du climat conjoncturel.

En moyenne 2018, la croissance du PIB s'est ainsi établie à +1,8% en zone euro.

La locomotive allemande qui avait continué de soutenir l'activité de la zone en début d'année s'est brutalement arrêtée au 2^{ème} semestre (-0,2% au 3^{ème} trimestre et 0% au 4^{ème}). La désorganisation du marché automobile allemand consécutive à la généralisation pour tout véhicule neuf de nouvelles normes anti-pollution (WLTP), combinée à une demande mondiale, en biens d'équipement notamment, moins dynamique, a en effet grippé la machine exportatrice allemande.

En Italie, le climat économique s'est érodé progressivement au fil des mois (marché du travail en berne, investissements moroses, inquiétudes des marchés financiers sur la trajectoire de la dette italienne au regard des décisions du gouvernement, ...) et l'économie transalpine est entrée techniquement en récession en fin d'année pour la première fois depuis 6 ans (deux trimestres consécutifs de recul du PIB : -0,1% aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres).

En France, enfin, la croissance est demeurée modeste tout au long de l'année (+1,5% en moyenne sur 2018 après +2,3% en 2017), tandis qu'en **Espagne**, l'activité continuait de résister (+2,5%, après +3,0% en 2017) malgré un épuisement progressif des marges de reprise.

En prévision sur 2019, l'activité en zone euro profiterait de **diverses mesures budgétaires qui devraient soutenir la consommation des ménages** : augmentation des allocations familiales, allègements d'impôts et maintien du niveau des pensions en Allemagne, hausse du salaire minimum de 22% au 1^{er} janvier 2019 en Espagne, mise en œuvre à partir du printemps d'un "revenu de citoyenneté" (équivalent au RSA en France) de 780€ pour 5 millions de personnes en Italie, mesures d'urgence accordées suite au mouvement des gilets jaunes et disparition de la taxe d'habitation en France.

Pour autant, les risques pesant sur la croissance de la zone restent nombreux et la contraindrait davantage en 2019.

Le scénario d'un hard brexit (et de son impréparation), chaque jour un peu plus probable, serait générateur d'importants désordres à court terme dans les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et ses partenaires européens. Si l'activité britannique serait la plus affectée, les conséquences ne seraient toutefois pas complètement neutres pour les économies continentales.

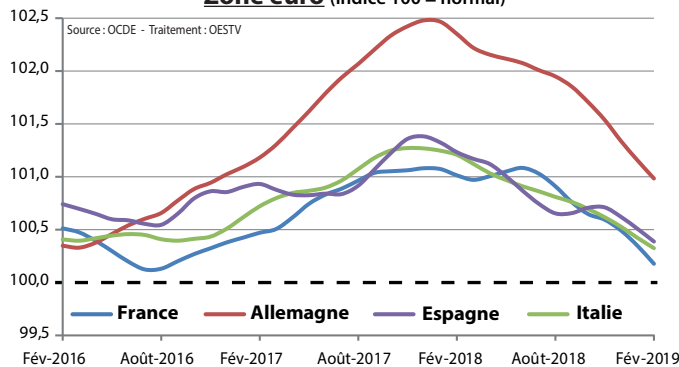
Plus encore, à quelques semaines des **élections européennes**, alors que les populismes gagnent du terrain partout en Europe, un *hard Brexit* viendrait aussi symboliquement rappeler les difficultés et les fragilités de la construction du projet européen. Les résultats mêmes de ces élections pourraient, par ailleurs, constituer un autre facteur de fragilisation de la zone s'ils affectaient significativement la confiance des marchés financiers sur certains pays.

La partition jouée par les États-Unis et son Président (soutien ouvert au scénario du *hard Brexit*, main tendue pour un futur accord commercial avec le Royaume-Uni, menaces de guerre commerciale avec l'Union européenne) vient renforcer un peu plus ce climat de tensions qui pèse sur la confiance en zone euro.

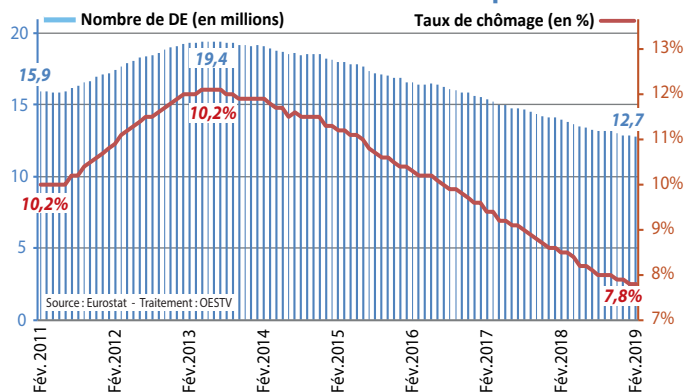
Plus concrètement enfin, la trajectoire empruntée sur les derniers mois par **l'indice PMI IHS Markit des directeurs d'achat de l'industrie** confirme que le trou d'air observé dans la zone euro en fin d'année 2018 est finalement plus long que prévu. Cet indice a enregistré en mars sa huitième contraction d'affilée en s'établissant à 47,5, soit son **plus bas niveau depuis avril 2013** (sous la barre des 50 = contraction de l'activité). La dégradation du climat des affaires dans l'industrie (commande européenne et extérieure plus faible) devrait peser sur l'investissement des entreprises dans les mois à venir et pourrait également, à terme, peser sur l'emploi du secteur et sur celui des secteurs qui lui sont connexes (activités tertiaires de soutien à l'industrie). **Le marché du travail en zone euro est, pour l'instant, demeuré résilient mais sa trajectoire pour les trimestres à venir est plus incertaine.** Dans l'hypothèse de sa dégradation, et d'un repli consécutif de la confiance des ménages, les mesures budgétaires de soutien à la consommation pourraient alors alimenter davantage une épargne de précaution et manquer pour partie leur cible.

Sur l'ensemble de l'année 2019, les prévisions de croissance du PIB pour la zone euro s'établissent aujourd'hui entre 1,3% et 1,6% selon les sources considérées ; les facteurs de révision à la baisse étant toutefois les plus nombreux.

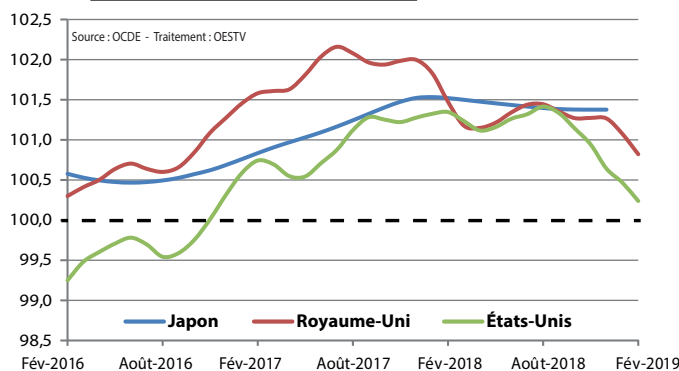
Climat des affaires dans l'industrie manufacturière Zone euro (indice 100 = normal)



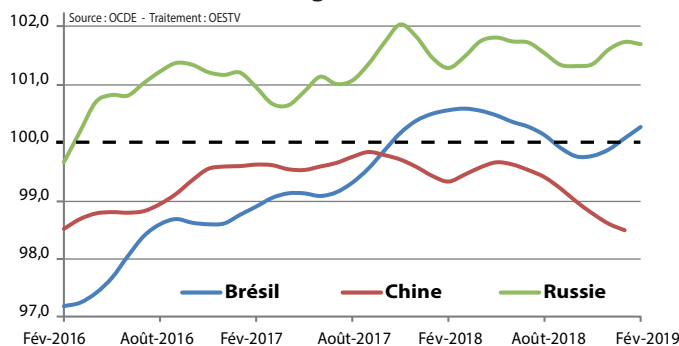
Zone euro (19) - Taux de chômage et nombre de demandeurs d'emploi



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière Autres économies avancées (indice 100 = normal)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière Économies émergentes (indice 100 = normal)



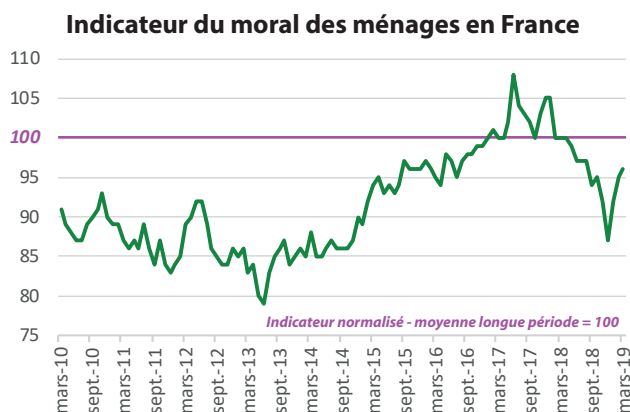
MORAL DES MÉNAGES - Amélioration depuis le début d'année 2019

En mars 2019, la confiance des ménages poursuit son amélioration entamée depuis le début de l'année : l'indicateur qui la synthétise gagne 1 point par rapport au mois dernier (+9 points depuis décembre 2018) et atteint 96. Il demeure toutefois au-dessous de sa moyenne de longue période.

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle future gagne 2 points tandis que celle relative à leur situation personnelle passée demeure stable.

L'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne s'améliore de nouveau (+2 points pour la capacité d'épargne actuelle et +1 point pour la capacité d'épargne future).

Enfin, les ménages sont plus nombreux à considérer une amélioration du niveau de vie sur l'année écoulée (+4 points) alors que concernant le niveau de vie future, l'indicateur recule d'un point.



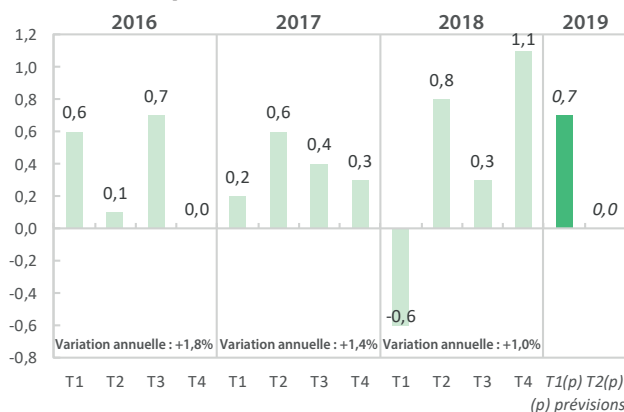
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - Forte accélération en fin d'année 2018 qui se prolongerait sur le début d'année 2019

Au 4^{ème} trimestre 2018, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) a nettement accéléré à +1,1% après +0,3% le trimestre précédent, en raison notamment de la suppression du reliquat de cotisations d'assurance chômage pour les salariés et la réduction de la taxe d'habitation pour les ménages concernés.

Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2018, le pouvoir d'achat des ménages a été un peu moins dynamique en progressant de +1,0% après +1,4% en 2017.

En prévision sur le début d'année 2019, le pouvoir d'achat devrait progresser de +0,7% sur le 1^{er} trimestre 2019, bénéficiant des mesures d'urgence économiques et sociales prises en décembre 2018, puis se stabiliserait sur le 2^{ème} trimestre 2019 (0,0%).

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



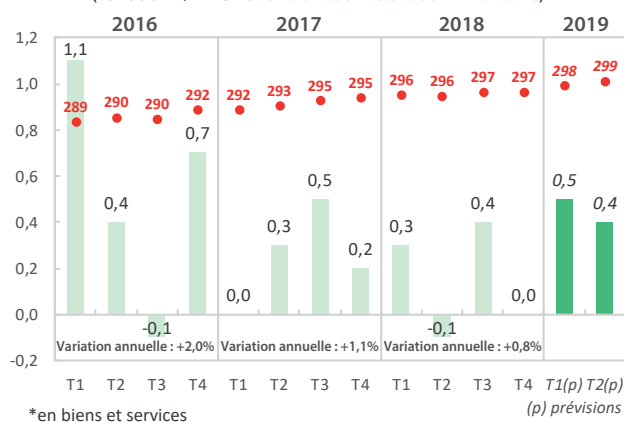
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Atone au 4^{ème} trimestre 2018 ... devrait rebondir sur le 1^{er} semestre 2019

Au 4^{ème} trimestre 2018, les dépenses de consommation des ménages ont stagné (après +0,4% au 3^{ème} trimestre 2018). La consommation de services s'est légèrement accélérée (+0,5% après +0,3%) tandis que celle en biens a reculé (-0,7% après +0,3%), affectée par le mouvement social des "gilets jaunes".

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2018, la consommation des ménages a été légèrement moins dynamique (+0,8%) qu'en 2017 (+1,1%).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2019, la consommation devrait croître de +0,5% au 1^{er} trimestre 2019 puis de +0,4% au 2^{ème} trimestre, portée par le rebond du moral des ménages et un pouvoir d'achat en hausse.

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - En repli sur la fin d'année 2018 ... et sur les premiers mois de 2019

L'investissement des ménages (essentiellement en logement : achat et entretien-amélioration) s'est de nouveau replié au 4^{ème} trimestre 2018 à -0,3% (après -0,1% au 3^{ème} trimestre 2018).

En moyenne annuelle, il a enregistré une hausse de +1,8% en 2018, bien moins dynamique toutefois que celle de l'année passée (+5,6% en 2017).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2019, l'investissement devrait continuer de se contracter sur le même rythme qu'en fin d'année 2018 (-0,3% au 1^{er} trimestre 2019 et -0,2% au 2^{ème}).

TAUX DE MARGE DES SNF* - En légère hausse sur la fin d'année 2018 ... devrait vivement rebondir en tout début d'année 2019

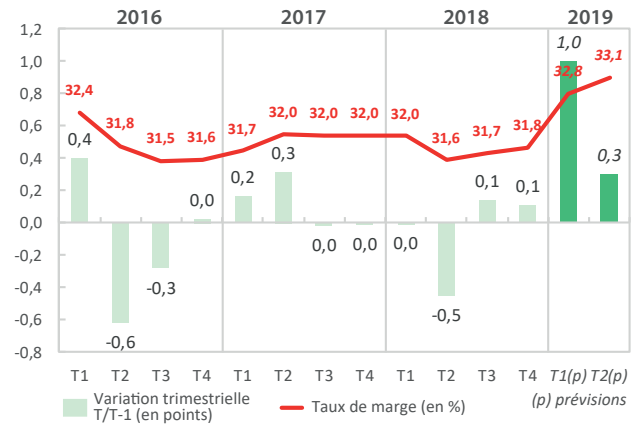
*sociétés non financières

Au 4^{ème} trimestre 2018, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières a progressé légèrement de 0,1 point (comme lors du trimestre précédent) en raison notamment des gains de productivité.

En fin d'année 2018, le taux de marge s'établissait à 31,8%.

En prévision sur le 1^{er} semestre 2019, le taux de marge progresserait fortement au 1^{er} trimestre 2019 de +1 point (puis de +0,3 point au 2^{ème}) en raison notamment de la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en exonération de cotisations patronales.

Taux de marge des sociétés non financières (Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES* - Un peu moins dynamique en fin d'année 2018 ... reprise attendue sur le 1^{er} semestre 2019

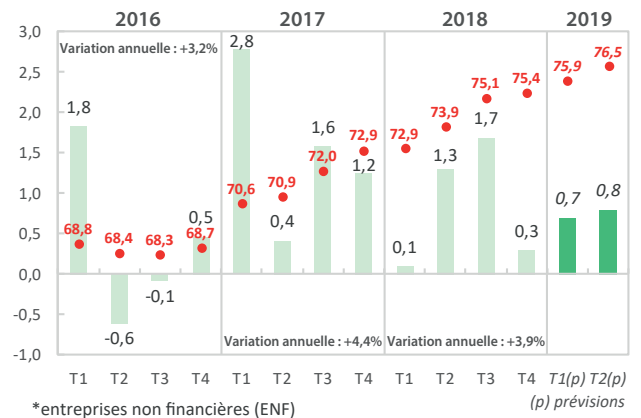
*entreprises non financières (ENF)

Au 4^{ème} trimestre 2018, l'investissement des entreprises non financières a été nettement moins dynamique à +0,3% (après +1,7% au 3^{ème} trimestre et +1,3% au 2^{ème}). L'investissement en services est resté solide (+1,4% après +1,5%) tandis que les investissements en produits manufacturés se sont repliés (-1,8% après +2,2%), notamment en matériels de transport (-8,1% après +5,4%).

En moyenne sur l'année 2018, l'investissement des entreprises a augmenté de +3,9% (après +4,4% en 2017).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2019, les immobilisations des entreprises non financières devraient être toniques : +0,7% au 1^{er} trimestre 2019 et +0,8% au 2^{ème}, en raison notamment de conditions de financement toujours favorables et de la transformation du CICE qui soutiendrait le taux de marge et le taux d'autofinancement.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



CLIMAT DES AFFAIRES - Globalement stable en mars 2019, toujours au-dessus de sa moyenne long terme

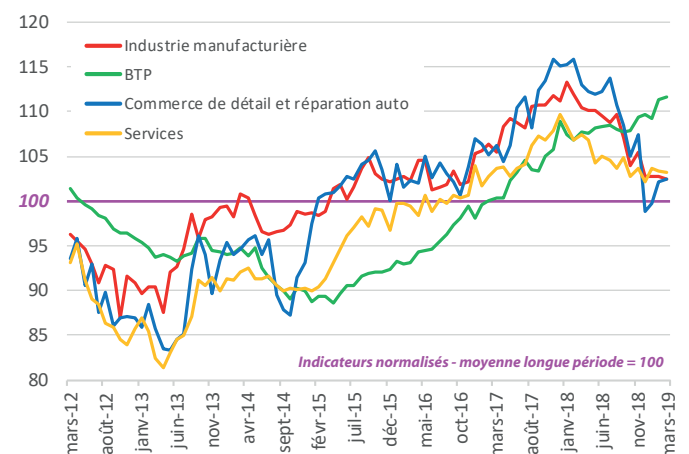
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en mars 2019, le climat des affaires reste quasi stable à 102, après 3 mois consécutifs à 103. Les industriels sont plus optimistes sur les perspectives générales d'activité, le solde correspondant se situant désormais nettement au-dessus de sa moyenne de longue période. Le solde sur les carnets de commandes globaux s'améliore légèrement malgré le repli des carnets de commandes étrangers.

- **Bâtiment** - Le climat des affaires se stabilise en mars après s'être redressé en février : l'indicateur qui le synthétise s'établit à 112, son plus haut niveau depuis juin 2008. Les entrepreneurs restent optimistes concernant leur activité pour les prochains mois, les carnets de commandes sont jugés bien garnis (l'indicateur correspondant atteignant son plus haut niveau depuis mai 2008) et les capacités de production restent plus utilisées qu'en moyenne (taux d'utilisation à 91,4%).

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires est stable en mars à 102, au-dessus de sa moyenne de longue période. Les chefs d'entreprise sont plus optimistes concernant les perspectives d'activité du secteur. Ils sont un peu plus nombreux à anticiper une hausse de leurs ventes et de leurs commandes sur les prochains mois. Enfin, le solde d'opinion concernant l'évolution prévue de l'emploi demeure stable.

- **Services marchands** - En mars, le climat des affaires reste également stable. À 103, il reste au-dessus de sa moyenne de longue période. Le solde d'opinion sur les perspectives d'activité diminue de nouveau et est proche de sa moyenne longue période. Le solde relatif à l'investissement prévu est stable, à son plus haut niveau depuis juin 2011. Enfin, concernant les effectifs, les chefs d'entreprise sont un peu plus optimistes quant à leur progression dans les mois à venir.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



COMMERCE EXTÉRIEUR - Malgré une fin d'année un peu plus favorable, notre solde commercial se dégrade à nouveau en 2018

Source : Douanes

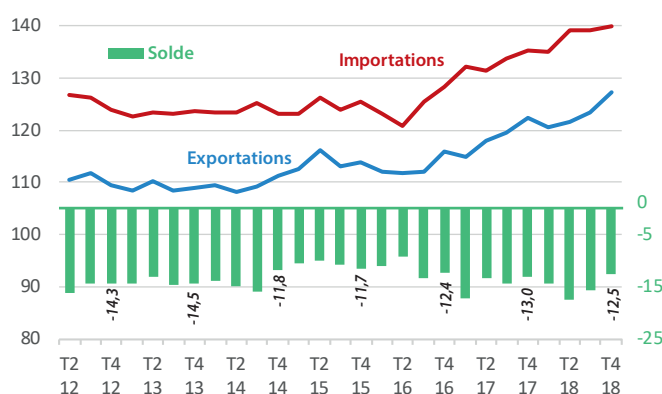
Au 4^{ème} trimestre 2018, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) s'est de nouveau réduit assez nettement de -20% comparé au trimestre précédent pour s'établir à 12,5 milliards d'euros (après -11% le trimestre précédent).

Dans le détail, nos exportations (127,3 Mds€ au 4^{ème} trimestre 2018) ont progressé plus rapidement (+3,1% après +1,7%) que nos importations (139,8 Mds€, +0,5% après +0,1%).

Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2018, le déficit de notre solde commercial s'est alourdi de 3,5%, passant de -58,1 Mds€ en 2017 à -60,1 Mds€ en 2018. Cette détérioration s'explique par l'augmentation du déficit énergétique tandis que le solde manufacturier et agricole s'améliore.

Dans le détail, nos exportations (492,9 Mds€) et importations (553,0 Mds€) ont progressé au même rythme sur 2018 (respectivement +3,9% et +3,8%).

Solde commercial en France
(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en milliards d'euros)



PIB - En hausse de +0,3% au 4^{ème} trimestre 2018 et de +1,6% sur l'année 2018

Source : INSEE

Au 4^{ème} trimestre 2018, le produit intérieur brut (PIB) en volume a progressé au même rythme (+0,3%) qu'au 3^{ème} trimestre.

Les dépenses totales de consommation (ménages + administrations publiques) ont ralenti (+0,1% après +0,3%), impactées par celles des ménages (0,0% après +0,4%). De même, l'investissement total a été moins dynamique (+0,3% après +1,0%).

Au global, la demande intérieure finale hors stock a moins contribué à la croissance du PIB (+0,2 point après +0,5 point).

Le solde extérieur a, pour sa part, contribué positivement à la croissance du PIB de +0,3 point comme lors du trimestre précédent.

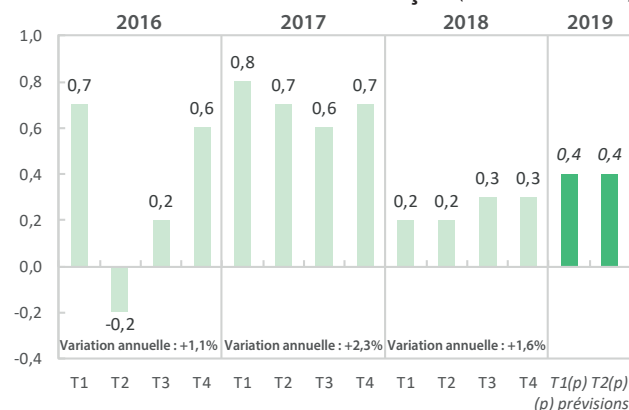
Enfin, les variations de stocks y ont contribué encore négativement (-0,1 point après -0,5 point).

En moyenne sur l'année 2018, l'activité a progressé de +1,6% après +2,3% en 2017.

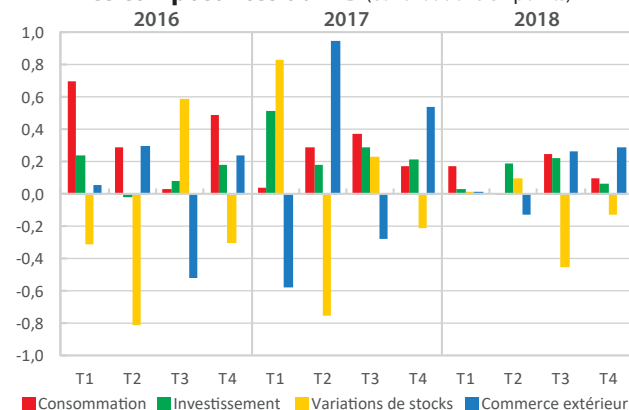
La demande intérieure finale hors stocks y a encore fortement contribué mais de manière un peu moins dynamique (+1,4 point après +2 points en 2017). La contribution des variations de stocks est devenue négative (-0,4 point après +0,2 point) tandis que celle du commerce extérieur a accéléré (+0,6 point après +0,1 point).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2019, l'activité devrait progresser de +0,4% aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2019, portée notamment par la consommation des ménages et les investissements des entreprises.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Les composantes du PIB (contributions en points)



EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ - Légère accélération sur la fin d'année 2018

Source : INSEE

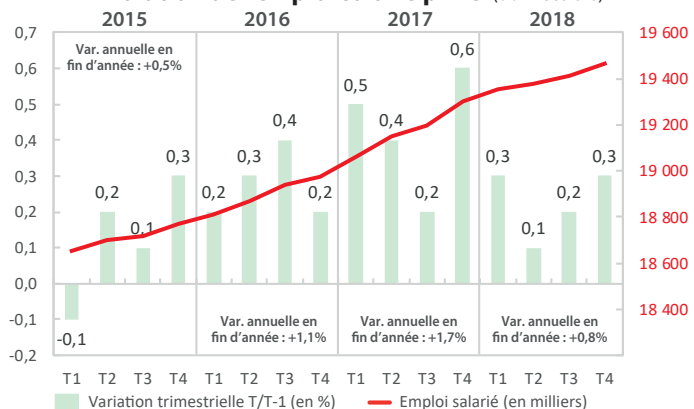
Selon l'Insee, l'emploi salarié privé a poursuivi sa hausse au 4^{ème} trimestre 2018 sur un rythme un peu plus dynamique de +0,3% (+50 700 postes) après +0,2% (+32 200 postes) au trimestre précédent.

Il s'inscrit en hausse constante depuis le printemps 2015.

Sur un an, à fin décembre 2018, l'emploi salarié privé a progressé de +0,8% pour un gain de 160 300 postes, soit à un rythme deux fois moins dynamique qu'en 2017 (+1,7%, +329 600 postes).

À fin décembre 2018, la France comptait 19,46 millions d'emplois salariés privés.

Évolution de l'emploi salarié privé (données cvs)



Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité au 4^{ème} trimestre 2018

- Dans l'**INDUSTRIE**, l'emploi est reparti à la hausse (+6 300 postes) après 2 trimestres stables (+800 postes au 3^{ème} trimestre et +300 postes au 2^{ème}).

À fin décembre 2018, la France comptait 3,100 millions de salariés privés dans l'industrie, **en hausse de +9 100 postes sur un an (+0,3%)**.

- Dans la **CONSTRUCTION/BTP**, l'emploi salarié privé est demeuré solide au 4^{ème} trimestre 2018 avec un gain de 6 300 postes (+0,5%), après +5 700 postes au 3^{ème} trimestre (+0,4%).

À fin décembre 2018, la France comptait 1,378 million de salariés dans le secteur de la construction, **en évolution de +1,9% sur un an (+25 600 emplois)**.

- Dans le **TERTIAIRE MARCHAND**, les effectifs ont de nouveau progressé au 4^{ème} trimestre 2018 avec un gain de 32 500 postes (+0,3%), après +22 300 postes (+0,2%) le trimestre précédent. L'emploi intérimaire a, pour sa part, poursuivi son repli au 4^{ème} trimestre 2018 de -1,5% (-12 200 postes) après -0,9% au 3^{ème} trimestre (-6 900 postes).

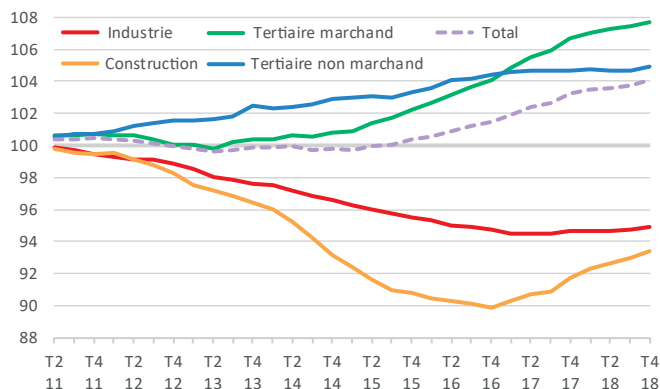
À fin décembre 2018, la France comptait 12,177 millions de salariés dans le tertiaire marchand, **en hausse de +0,9% sur un an (+114 000 postes)** malgré la baisse de l'intérim de -3,3% (-27 100 intérimaires).

- Dans le **TERTIAIRE NON MARCHAND**, les effectifs ont progressé de manière un peu plus dynamique au 4^{ème} trimestre 2018 (+0,2%, +4 900 postes), après +0,1% au 3^{ème} trimestre (+1 600 postes).

À fin décembre 2018, la France comptait 2,506 millions de salariés dans le tertiaire non marchand **en hausse de +0,2% sur un an (+6 100 postes)**.

En prévision sur le 1^{er} semestre 2019, l'emploi salarié continuerait d'augmenter dans les secteurs marchands d'environ 70 000 postes. Dans le détail, l'emploi dans l'industrie devrait croître, à un rythme toutefois plus modéré qu'en fin d'année 2018, et gagner 6 000 postes sur les 6 premiers mois de 2019. L'emploi dans la construction resterait solide (+8 000 postes). Enfin, l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim devrait rester bien orienté (+71 000 postes) tandis que l'intérim reculerait encore (-15 000 postes).

Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T4 2010)



CHÔMAGE - Baisse du nombre de demandeurs d'emploi (cat.A) au 4^{ème} trimestre 2018 ... le taux de chômage à son plus bas niveau depuis début 2009

Source : INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, en moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2018, **le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a reculé de -1,1% comparé au trimestre précédent, soit 38 200 DE en moins.**

Toutes les catégories d'âge ont enregistré une baisse sur le 4^{ème} trimestre 2018 (comparé au 3^{ème} trimestre 2018) :

- ⇒ -2,9% pour les -25 ans (-13 600 DE)
- ⇒ -1,1% pour les 25/49 ans (-23 100 DE)
- ⇒ -0,2% pour les +50 ans (-1 400 DE).

Sur un an à fin décembre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi s'affichait en repli de -1,5%, soit -50 600 inscrits.

Au 4^{ème} trimestre 2018, la France comptait en moyenne **3,419 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.**

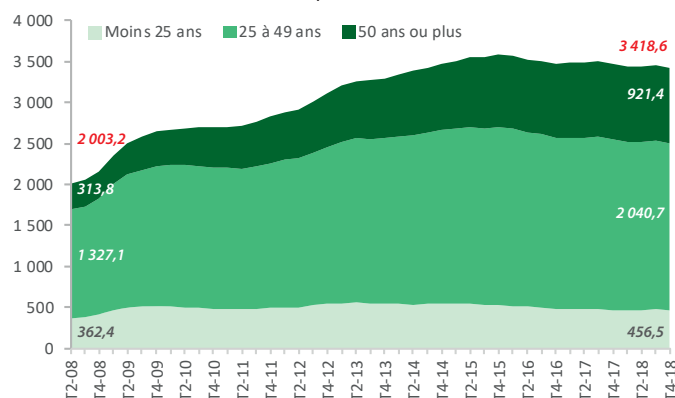
En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2018, **le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine a diminué de 0,3 point pour s'établir à 8,5% de la population active**, soit son plus bas niveau depuis début 2009.

Le taux de chômage a reculé pour les moins de 25 ans et les 25-49 ans tandis qu'il est demeuré stable pour les plus de 50 ans sur ce trimestre :

- ⇒ taux à 18,8% pour les -25 ans (-1,7 point comparé au 3^{ème} trimestre 2018)
- ⇒ 8,0% pour les 25-49 ans (-0,2 point)
- ⇒ 6,1% pour les +50 ans (0,0 point)

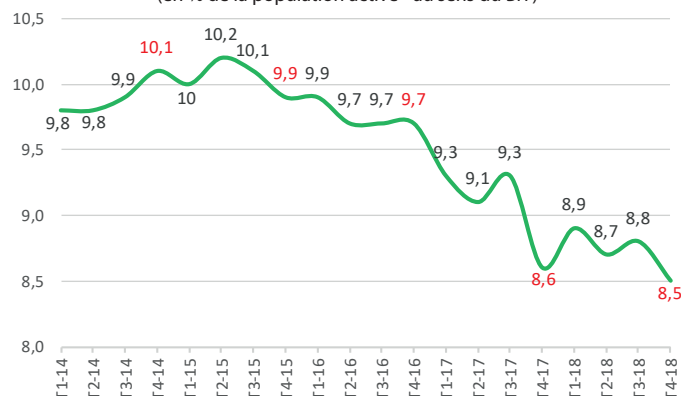
Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



—Crédit Mutuel—



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- MEDEF Vendée
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- U2P Vendée
- UIMV

- CC de l'Île de Noirmoutier
- CC du Pays de Fontenay-Vendée
- CC de Terres de Montaigu
- Roche-sur-Yon-Agglomération
- Les Sables d'Olonne
- Saint-Gilles-Croix-de-Vie

- SEM les Sables d'Olonne Développement
- Société Publique Régionale Pays de la Loire

- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Cabinet FIDAL
- Caisse d'Épargne Bretagne - Pays de la Loire
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- Cougnaud Construction
- COVAP
- E.Leclerc - SAS PSV Distribution
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ENEDIS
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Groupe Vendée Caisse d'Épargne
- HERIGE
- ICES
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- MDEDE 85
- Mutuelles de Vendée
- OCF
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- SMGCO
- Société Générale
- SODEBO
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh

OESTV



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr